



MONDE

EUROPE

Fin janvier, l'Agence européenne des produits chimiques (Echa) a agrandi la liste des substances chimiques extrêmement préoccupantes pour l'homme et l'environnement en ajoutant cinq. L'une est toxique pour la reproduction, trois sont très persistantes et bioaccumulables, et la dernière présente des risques multiples. Ces substances se retrouvent dans des produits du quotidien tels que les encres, toners, adhésifs, produits d'étanchéité, ainsi que dans les articles de lavage et de nettoyage. L'Echa a mis à jour également l'entrée concernant le phtalate de dibutyle, révélant des propriétés perturbatrices endocriniennes pour l'environnement. La liste de l'Echa est désormais composée de 240 entrées. Dans le cadre de Reach, l'inclusion d'une substance dans cette liste implique, pour les fournisseurs de la substance en tant que telle ou contenue dans un mélange ou un article, l'obligation d'informer leurs clients et les consommateurs (sur demande).

Pour en savoir plus : www.echa.europa.eu/fr

DANEMARK

En 2022, le nombre d'accidents mortels liés au travail a dépassé celui des quatorze années précédentes. Aussi, la ministre de l'Emploi, Ane Halsboe-Jørgensen, a créé un groupe d'experts chargé, au cours des trois prochaines années, d'analyser et de rassembler de nouvelles connaissances pouvant contribuer à prévenir ces accidents. Sur chaque année de son mandat, le groupe d'experts se concentrera sur un type d'accident. En 2024, l'accent sera mis sur les accidents du travail liés à l'utilisation de machines dans l'agriculture. L'analyse doit aboutir à un rapport annuel contenant des recommandations pour prévenir ces accidents spécifiques.

ENQUÊTE

CSE: dans quel état se trouve le dialogue social ?

CONDITIONS DE TRAVAIL, sécurité et qualité de vie au travail figurent parmi les premières préoccupations à traiter en entreprise pour 92% des représentants du personnel (RP). C'est l'un des multiples enseignements du 6^e baromètre sur l'état des relations sociales en entreprise, réalisé par l'Ifop pour le cabinet de conseil Syndex, et dévoilé le 23 janvier dernier. Cette étude, menée en septembre et octobre 2023 par questionnaire auto-administré, a été réalisée auprès de 1420 RP, 1330 salariés, et 401 chefs d'entreprise et DRH, tous issus d'entreprises de plus de 50 salariés du régime général.



© Fabrice Dimier pour l'NRS/2023

chargés, ne permettant pas d'aller au fond des sujets, et 67% souhaitent un dialogue social plus près du terrain, avec des réunions recentrées sur les sujets importants. Les attentes divergent d'ailleurs fortement entre représentants du personnel et dirigeants d'entreprises sur la qualité du dialogue social.

Manque d'attractivité

« Les élus souhaitent un dialogue efficace dans lequel ils ont du poids, quand la direction reste sur le formalisme du respect de la loi », souligne l'étude. « Il y a un désaccord complet entre employeurs et représentants du personnel, confirme Benoît Verniers, délégué central CFDT chez Stellantis Auto. Pour les employeurs, la présence d'un dialogue social suffit, alors que nous estimons avoir un devoir de résultats. » Un écart qui se retrouve dans l'évaluation du dialogue social : jugée moyenne par les RP, sa qualité est considérée comme plutôt satisfaisante pour les directions.

Le baromètre met aussi en avant des freins à l'engagement au sein des CSE : manque d'attractivité de la fonction d'élu (93% des CSE disent avoir du mal à recruter pour renouveler les équipes) du fait de l'investissement nécessaire, de la diversité des sujets à aborder, du besoin de se former sur tous les sujets et du manque de considération de la direction. Faire vivre un CSE demande de la part des élus un investissement lourd, qui peut les obliger à se couper en partie de leur activité professionnelle. Un éloignement qui pourrait poser question au terme de leurs mandats. ■ C. R.

PLUS DE CHIFFRES

• Alors que l'emploi des seniors a fait l'objet d'une négociation nationale interprofessionnelle entre partenaires sociaux, seuls 10% des représentants du personnel interrogés ont constaté la mise en place de mesures pour aménager l'organisation du travail et valoriser l'expérience.

• 71% des salariés ont une bonne image des CSE. Néanmoins, la pédagogie reste nécessaire pour faire connaître le rôle syndical de l'instance, car, pour nombre de salariés, le CSE se résume encore aux œuvres sociales.